

Congrès « du Centenaire » de la SHAB, Rennes

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 2-5 novembre 2021

Résumés des communications

Mardi 2 novembre – après-midi

Alain CROIX – *Un demi-siècle d'histoire en Bretagne : témoignage*

L'âge de l'intervenant est un critère important pour son propos, qui se veut un retour sur expérience et un témoignage sur ce qui caractérise une part essentielle de l'historiographie bretonne depuis une soixantaine d'années. Témoignage, avec les limites que cela implique...

Évoquer, donc, le tournant des années 1960, en essayant de souligner ses multiples aspects et leur effet d'entraînement, dont l'aboutissement symbolique mais révélateur est la publication en 1969 de la première *Histoire de la Bretagne* « moderne ». Évoquer les principaux acteurs et le « hasard » de leurs spécialités, qui oriente durablement les progrès historiographiques : Jean Delumeau et Pierre Goubert puis celui qui est un peu l'héritier des deux, François Lebrun, tous trois spécialistes d'histoire moderne.

Les questionnements de ces historiens sont en lien très fort avec ce qui fait alors avancer l'histoire à l'échelle nationale et bientôt internationale, et ils connaissent très vite une application au champ breton : une génération d'historiens et historiennes, œuvrant dans toutes les périodes de l'histoire, laboure l'histoire de la Bretagne en renouvelant profondément nos connaissances tout en restant bien en prise avec le travail de leurs collègues ailleurs en France et au-delà.

L'avance acquise lors de cet « âge d'or » de l'histoire en Bretagne se perd un peu ensuite, dans la mesure où l'exemple privilégié breton se banalise, dans la mesure aussi où, peu à peu, l'ancrage régional (ou local) de la recherche historique cède un peu partout le pas face à d'autres préoccupations et questionnements.

Il demeure cependant des accents qui continuent à donner à la production bretonne une originalité marquée, tels le travail sur l'image, plus récemment sur ce qu'il est convenu d'appeler « l'histoire populaire », et peut-être plus encore en matière de vulgarisation historique, grâce notamment à la conception ouverte de l'édition scientifique qu'a développée Pierre Corbel, jusqu'à faire des Presses universitaires de Rennes la première maison française d'édition universitaire.

Bruno ISBLED – *La SHAB, hier et aujourd'hui*

La Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne (SHAB) est créée en 1920, alors que l'érudition bretonne est très affectée par la Grande Guerre : de nombreuses revues, comme la *Revue de Bretagne*, ou sociétés, comme l'Association bretonne, se sont arrêtées ou ont peine à repartir. Autour de la figure tutélaire de Barthélemy-Ambroise Pocquet du Haut-Jussé, qui a achevé en 1914 l'*Histoire de Bretagne* de La Borderie, et de son fils, un petit groupe d'archivistes départementaux, tous chartistes, d'érudits et de jeunes chartistes, souhaite alors, dès l'été 1918, réformer l'Association bretonne, la vieille Société provinciale, en imposant les principes de l'histoire méthodique et les « sciences auxiliaires » enseignées à l'École des chartes et en coupant tout lien avec l'action politique. Après diverses péripéties et face au refus des dirigeants de l'Association bretonne, la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne tient sa première assemblée générale à Quimper, en septembre 1920. Sous l'égide de Mgr Duchesne et de Joseph Loth, savants reconnus et présidents d'honneur, et avec le soutien de l'Université, notamment de Georges Dottin, doyen de la Faculté des lettres, un programme très ambitieux, purement scientifique, est défini : l'histoire de la Bretagne depuis les origines, y compris l'archéologie et la langue. Sous les présidences successives de B.-A. Pocquet (1920-1926), Roger Grand (1927-1928) et Henri Bourde de La Rogerie (1928-1942), la SHAB publie des *Mémoires* et un riche *Bulletin*. Nommé à la chaire d'histoire de la Bretagne créée en 1941, Barthélemy-Amédée

Pocquet du Haut-Jussé, le fils du fondateur, accède à la présidence l'année suivante et renforce le lien avec les autres sociétés bretonnes en créant la Fédération des sociétés savantes, dont la présidence est confiée à Gabriel Le Bras, nouvel étendard prestigieux. À partir de 1949, les assemblées générales deviennent les congrès de la Fédération, mais la SHAB reste une société modeste par les effectifs ; le système s'essouffle quelque peu sous la présidence du successeur de Pocquet, l'historien du droit Jacques Brejon de Lavergnée (1965-1975). La convivialité des congrès demeure (« la grande excursion » et les agapes), mais les communications ne sont pas toutes publiées dans des *Mémoires* qui peinent à sortir. Survient alors ce que l'on pourrait appeler la « Révolution Charpy ». Jacques Charpy, archiviste du Finistère depuis 1959, est nommé en Ille-et-Vilaine en 1973 ; il prend la présidence de la Société en 1975. Il renouvelle profondément le comité qui la gouverne, en y augmentant notablement le nombre d'universitaires et de conservateurs (archives, archéologie, musées). Prenant acte de la professionnalisation de la recherche et de la conservation du patrimoine, il bénéficie de la vitalité de l'Université, qui s'investit fortement dans une histoire régionale renouvelée, étudiée par de nombreux chercheurs, de la maîtrise au doctorat, et du dynamisme de l'Inventaire de Bretagne. Il remet sur pied la Fédération en 1978, en arrachant pour les sociétés fédérées des subventions dans le cadre de la Charte culturelle de 1977. Les congrès prennent la forme qu'ils ont jusqu'à aujourd'hui : trois jours, des séances de communications, des excursions, une séance publique, un thème à l'étude, à côté du thème local, des actes publiés l'année suivante, dans les *Mémoires*, dont la pagination croît et où sont introduits des « Bulletins historiques », états de la question confiés à des universitaires ou des conservateurs, comme une introduction au présent congrès. Les successeurs de Jacques Charpy, Catherine Laurent (1990-2007) puis Bruno Isbled, également conservateurs d'archives, poursuivent sur cette lancée, avec quelques inflexions, notamment la fructueuse collaboration éditoriale avec les PUR, le site Internet (2003) qui permet l'accès facile et gratuit à toute la richesse accumulée dans les *Mémoires*, et la fusion en 2017 avec la Fédération des sociétés historiques de Bretagne. Malgré un contexte moins favorable, la SHAB veut rester ainsi l'interface entre le monde de la recherche et celui des sociétés historiques, fidèle à son rôle de passeur.

Pierre-Yves LAMBERT – *La philologie celtique en France depuis un siècle*

On rappellera d'abord la définition de la philologie. Longtemps cantonnée aux langues dites classiques, dont la richesse et l'ancienneté documentaires justifiaient une étude approfondie, mais entraînait aussi une approche hypercritique perdue dans une multitude de détails, elle a été souvent opposée à la linguistique perçue alors comme une nouvelle discipline capable de percevoir la structure et l'organisation non seulement des langues classiques mais aussi de toute autre langue. Aux philologues, on attribuait la grammaire comparée et la reconstruction des langues, la critique des manuscrits et l'établissement des textes. Aux linguistes, l'examen des variétés dialectales, l'explication des changements phonétiques, et en un mot l'histoire des langues. Mais si l'on sort du domaine des langues classiques, on s'aperçoit que les premiers philologues (que ce soit dans le domaine germanique, celtique ou slave) étaient déjà des linguistes, et qu'ils réfléchissaient déjà à tous les problèmes maintenant considérés comme linguistiques.

Le point de départ de cette rétrospective est l'œuvre de Joseph Loth. Passionné par l'histoire du breton et ses relations avec les autres langues celtiques, il est tout à la fois philologue éditeur des gloses en vieux-breton, comparatiste soucieux de déterminer, par exemple, la part des emprunts latins en breton, et la part des mots celtiques indigènes, et historien des langues brittoniques, préoccupé d'expliquer la migration bretonne en Armorique, et attentif à tous les documents disponibles sur le cornique. Il avait été formé à la 4^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE), la section d'Histoire et philologie. Son œuvre multiforme constitue à la fois une appropriation de tout ce que l'on connaît à l'époque sur les langues celtiques, et une réflexion critique sur ces matériaux. Ses collègues et successeurs purent se différencier du modèle imposé, en se spécialisant dans l'édition de textes modernes (Georges Dottin) ou dans les descriptions dialectales (Pierre Le Roux). Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, on citera principalement les noms de François Falc'hun et de Léon Fleuriot qui semblent s'opposer l'un à l'autre comme le linguiste, dialectologue, et le philologue, comparatiste. Chacun des deux a voulu, comme Joseph Loth, proposer une approche globale du phénomène linguistique breton.

Ronan CALVEZ – De la dialectologie à la sociolinguistique. Une histoire des études scientifiques sur la langue bretonne

Le breton a toujours été le parent pauvre des études celtiques. À cet état de fait, plusieurs raisons. La principale tient sans doute aux représentations négatives associées à la production littéraire en langue bretonne d'avant le premier tiers du XIX^e siècle – quand ce n'est pas d'avant le premier tiers du XX^e siècle – : pas de textes en vieux-breton, une littérature religieuse « pitoyable » (le mot est de Christian-J. Guyonvarc'h), une langue littéraire corrompue par le français – un « jargon mixte » selon La Villemarqué et ses disciples.

Le breton n'est pas une science ; la dialectologie, la sociolittérature ou la sociolinguistique le sont, et elles ont été utilisées pour entendre la langue bretonne et ses productions écrites ou orales. Ces dernières ont donc fait l'objet d'analyses scientifiques dans différentes revues, internationales, nationales ou régionales.

Dans les *Mémoires* de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, quelle place les études sur la langue bretonne tiennent-elles ?? Une évolution des thématiques se dessine-t-elle ? Cette évolution est-elle différente de ce qui se devine dans d'autres revues – la *Revue celtique*, les *Annales de Bretagne* ou encore le *Bulletin de la Société archéologique du Finistère* ?

Autrement dit : pourquoi ce qui s'est écrit du breton s'est-il écrit ?

Anne VILLARD, Myriam LE PUIL-TEXIER et Théophile NICOLAS – Les apports récents de l'archéologie sur les Gaulois, vus à travers les pratiques funéraires armoricaines

Cette contribution s'appuiera essentiellement sur la période la mieux documentée par de nombreuses découvertes anciennes et récentes, les VI^e et V^e siècles av. J.-C. Au cours du VI^e siècle et au V^e siècle, des habitats d'un genre nouveau apparaissent, caractérisés par des bâtiments quadrangulaires, le creusement des premiers souterrains et leur délimitation par des fossés parfois imposants. Nombre de cimetières sont créés, généralement à proximité de ces habitats ou de voies les desservant ; signalés par des stèles en pierre parfois ornées, ils se présentent, dans la moitié sud de la péninsule bretonne, sous la forme de tumulus circulaires aux parements soigneusement agencés et, du Centre-Ouest aux Flandres, comme des nécropoles cernées par des fossés de plan quadrangulaire. On passe également progressivement de monuments destinés à protéger une unique sépulture au développement de cimetières communautaires rassemblant jusqu'à une cinquantaine d'urnes. Cette évolution s'accompagne d'un changement dans les pratiques funéraires, l'inhumation, majoritaire, cédant peu à peu sa place à l'incinération des défunts, qui semble devenir la norme jusqu'au II^e siècle av. J.-C.

À la fréquence de ces cimetières, assez générale en Europe moyenne, succède toutefois, à partir du IV^e siècle, une quasi-disparition de l'enfouissement des restes des défunts en Bretagne et leur raréfaction ailleurs, reflétant des changements économiques et sociaux importants dans la société gauloise, que l'on perçoit également au même moment dans le déclin des habitats et leur raréfaction, et sans doute religieux avec la création des premiers lieux de culte à la fin du IV^e siècle. À partir du III^e siècle av. J.-C., la création de très nombreuses fermes traduit un essor démographique et économique sans précédent en Gaule. En Bretagne, malgré les larges superficies décapées autour de ces habitats parfois très vastes et de haut rang, aucun cimetière n'a été mis en évidence. Du IV^e siècle au début du II^e siècle, seules quelques urnes, d'une qualité exceptionnelle, ont été mises au jour au sein de cimetières plus anciens. Ensuite, les rares sépultures connues sont des inhumations, qui présentent des caractères particuliers, peut-être d'ordre religieux, conservées grâce aux sables dunaires sur le littoral ou en milieu insulaire.

La mise au jour récente de plusieurs nécropoles à incinération armoricaines, des VI^e et V^e siècles av. J.-C., a offert l'opportunité de développer de nouvelles méthodologies de fouille des dépôts cinéraires. Depuis ces dernières années, l'application de l'examen tomographique aux dépôts de crémation en urne ou en contenant périssable a modifié le travail au quotidien des spécialistes et ouvert de nouvelles pistes pour les analyses et les problématiques concernant les pratiques funéraires. En effet, lors des phases de dégagement, de prélèvement et de lavage, le traitement manuel des dépôts engendre une dégradation quasi inévitable des restes osseux et, parfois, du mobilier d'accompagnement. L'usage de l'imagerie médicale en 3D intervenant préalablement à la fouille des urnes constitue, en revanche, une approche non invasive qui permet d'analyser la structure interne des dépôts de manière efficiente et pérenne. Le fait de pouvoir visualiser l'intégralité du contenu d'une urne ou d'un amas osseux selon

trois plans différents et d'observer les caractéristiques morphologiques et spatiales de chaque objet, quelle qu'en soit la nature (os, bois, métal, verre...), permet d'orienter les prélèvements et les choix de fouille et d'anticiper d'éventuelles mesures conservatoires. Plusieurs cas d'application de cette méthode d'investigation sur des dépôts en urne céramique provenant des cimetières de Guipry et de La Chapelle-des-Fougeretz en Ille-et-Vilaine permettront de présenter le potentiel informatif des images tridimensionnelles tout en illustrant les principales caractéristiques des pratiques funéraires mises en œuvre.

Mercredi 3 novembre – matin

André-Yves BOURGÈS – *De Monseigneur Duchesne à la Vallée des saints : un siècle d'avatars hagiologiques en Bretagne (1920-2020)*

L'histoire de la recherche sur la matière hagiographique bretonne de 1920 à 2020 peut faire l'objet d'un récit découpé en trois séquences. Les deux premières s'enchaînent et se complètent en s'opposant (thèse et antithèse) : à la situation des années 1920-1940, où l'hypercritique avait fini par tuer la critique des textes hagiographiques, succéda, au tournant des années 1960, ce que le regretté Pierre Riché a qualifié de « réveil de la Belle au Bois Dormant », avec un retour en force des études hagiologiques bretonnes, dont témoignent, en fin de période, l'organisation à Landévennec en 1985 du colloque sur la Bretagne au haut Moyen Âge et, en 1988, la création du Centre de recherches et de documentation sur le monachisme celtique (CIRDoMoC). En revanche, la troisième séquence, qui a débuté avec les années 1990, n'a pas permis la résolution dialectique de l'opposition antérieure : au contraire, elle a mis à jour une sorte de fracture, qui n'est d'ailleurs pas spécifique à l'hagiologie, entre la démarche scientifique et ce qui en est perçu par le public. Celui-ci, quel que soit son sujet d'intérêt, est légitimement à la recherche d'une approche vulgarisatrice, qui fait trop souvent défaut : des projets ambitieux, populaires, mais ambigus, tels ceux du *Tro Breiz* ou de la Vallée des saints, ne répondent à cette demande que par des approches de type hagio-traditionniste, pour lesquelles la transcendance de la tradition l'emporte sur la modernité et l'esprit critique. La Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, qui a joué un rôle à la fois de témoin et d'acteur dans l'évolution de la recherche hagiologique depuis un siècle, se doit en conséquence de poursuivre sa mission en encourageant, au surplus des activités de recherche, le développement d'une vulgarisation de qualité, qui oblige les chercheurs à plus de simplicité et les amateurs à plus de rigueur.

Magali COUMERT – *Les migrations bretonnes et britanniques au haut Moyen Âge, un siècle de questionnements*

Les migrations bretonnes du haut Moyen Âge constituent une énigme, puisqu'aucun témoignage écrit contemporain n'a été conservé jusqu'à nous. Pour autant, les questionnements sur cet épisode n'ont cessé depuis le XIX^e siècle car il est associé aux origines de la Bretagne, au sens de la naissance d'une identité singulière en Armorique. Je voudrais revenir sur l'hypothèse traditionnelle formulée par Arthur de La Borderie et résumer les différentes variations, corrections et critiques dont elle a fait l'objet depuis un siècle d'existence de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne. Il me semble néanmoins que c'est en élargissant la recherche aux autres migrations du haut Moyen Âge, de part et d'autre de la mer d'Irlande comme de la Manche, que nous pouvons commencer à élaborer des explications nouvelles et intégrer le cas des *Britanni* dans la perspective plus globale de la différenciation progressive des différents territoires de l'ancien Empire romain et de ses zones frontalières.

Florian MAZEL – *La réforme grégorienne en Bretagne entre Église, religion et société : les avatars historiographiques d'une vieille question*

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'historiographie de la réforme grégorienne en Bretagne s'est longtemps développée sous une double influence : celle de l'historiographie catholique déplorant les misères de l'Église aux temps féodaux et célébrant la « restauration » grégorienne, d'une part ; celle du particularisme breton, d'autre part, manifesté par un décalage chronologique avec le reste du continent (un supposé « retard ») ou par des traits originaux (tenant, par exemple, aux marques d'une « chrétienté celtique »). Timidement engagées à partir de la fin des années 1960 sur le plan de la

chronologie, la remise en cause de ces paradigmes et la réintroduction de la Bretagne dans un cadre géopolitique élargi ne se déploie que depuis une vingtaine d'années dans un contexte historiographique et savant renouvelé.

Yves COATIVY – *Le XIII^e siècle breton retrouvé*

À en juger par le nombre de livres et d'articles parus sur cette période, le XIII^e siècle est le parent pauvre de l'historiographie bretonne et on ne peut que constater, pour s'en tenir aux V^e-XV^e siècles, une sous-exposition par rapport à un haut Moyen Âge parfois fantasmé et un bas Moyen Âge largement interprété. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer. La maigreur des sources documentaires ne facilite pas le travail de recherche car les archives bretonnes sont particulièrement rares avant les années 1420. Cette difficulté a fait que la connaissance de cette époque a souvent été limitée au recopiage de chroniques postérieures, intéressantes certes, mais assez peu développées sur la période qui nous intéresse et limitées aux aspects politiques. Il s'agit aussi d'une période de calme relatif, le « Beau XIII^e siècle », peu propice aux récits épiques qui passionnent historiens et publics. À part les heurts du règne de Pierre de Dreux dit Mauclerc (1213-1237), c'est un long siècle de paix qui accroche moins les chroniqueurs qui préfèrent les gestes héroïques aux longues époques de calme. Enfin, dans un contexte souvent marqué par le régionalisme, l'origine française de la dynastie de Dreux et son ancrage très capétien n'ont sans doute pas favorisé la recherche, les régionalistes ne s'y retrouvant pas et étant sans doute gênés aux entournures par la fidélité des Dreux au royaume de France. L'exposé visera donc à rappeler les grandes lignes historiographiques d'un long siècle mal aimé, de l'arrivée des Dreux au pouvoir en 1213 à la mort de Jean III en 1341.

Mercredi 3 novembre – après-midi

Michel NASSIET – *Anne de Bretagne*

L'historiographie d'Anne de Bretagne sera traitée au sens strict du terme, l'histoire du travail historique, en délaissant ce que l'on appelle le mythe, la construction d'une imagerie (ainsi le motif de la duchesse en sabot). Elle présente à la fois un paradoxe et un problème. Le paradoxe, c'est que ce personnage a été l'objet de dizaines de biographies qui se répètent, mais qu'aucune biographie récente ne conjugue érudition et compréhension du personnage. Le problème, c'est que ce sujet ne consiste pas seulement en une biographie : il est rendu complexe et par la pluralité des statuts du personnage (duchesse, puis reine, puis les deux à la fois), et par un problème d'histoire politique qui se situe au niveau du royaume, celui du projet d'autonomie du duché qui est explicité dans le traité de mariage avec Louis XII. Ce document a été publié par Bertrand d'Argentré en 1582 dans son *Histoire de Bretagne* (avec d'autres sources écrites, et en recueillant aussi de précieuses sources orales). C'est un difficile problème historique que d'apprécier si ce traité était applicable, mais, pour maints historiens, et pas seulement des historiens bretons, il démontre que l'héritière du duché portait ce projet et était animée d'une volonté politique. À l'inverse, après que la monarchie l'a annihilé (en deux étapes, 1525 et 1532), des historiens ont contesté le projet de 1499 : l'un d'eux, en 1720, a contesté l'authenticité du texte, et un de nos contemporains le qualifie de « symbolique » ! Cette première opposition problématique en a engendré une autre, visant à savoir si l'épouse de Louis XII fut plus duchesse que reine, et plus bretonne que française. Des auteurs ont allégué que la reine aurait fait cause commune avec le pape, Jules II, ce que conteste, dès 1860, l'auteur de la meilleure biographie à laquelle tous les auteurs ultérieurs ont emprunté, Le Roux de Lincy. Puis, après 1870, des historiens ont reproché à la reine de favoriser la maison d'Autriche, en raison du projet de contrat du mariage de Claude avec le futur Charles Quint, ces auteurs étant moins attentifs au rapport de forces de 1501-1504 qu'à celui qui menaçait la France de leur temps. Ces questions empêchent bien des auteurs d'accéder à une compréhension du personnage. La communication portera aussi sur les aspects culturels, auxquels ont contribué des travaux depuis le XIX^e siècle jusqu'à tout récemment : sur le livre, le mécénat, les musiciens de la chapelle de la reine, et la culture matérielle autour de celle-ci. Signalons que d'importants articles ont été publiés dans les *Mémoires* de la SHAB : la révélation des relations de l'ambassadeur de Milan ; la datation des missives de la reine à la gouvernante de sa fille (un modèle de critique des sources) ; l'inventaire des manuscrits de la reine.

Dominique LE PAGE – *Union et intégration de la Bretagne à la France, de l'État breton au début du règne de Louis XIV : historiographie et débats*

Les grandes étapes de l'intégration de la Bretagne au royaume de France sont connues et on peut les classer en trois grandes phases : une période d'affrontement des années 1480 (voire 1460) au début des années 1491 marquée notamment par la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier (28 juillet 1488) ; une période d'union personnelle de 1491 à 1532 ponctuée par trois mariages (Anne de Bretagne et Charles VIII en 1491, la même et Louis XII en 1499, Claude de France et François d'Angoulême en 1514) et une période d'union définitive à partir de 1532 qui transforme la Bretagne en province et qui dure finalement jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, mais que l'on se contentera d'examiner ici jusqu'à la fin de « l'âge d'or » dans les années 1660-1670. Après avoir fait une présentation bibliographique des travaux qui ont été consacrés à ces différentes phases au cours des dernières décennies et dégagé quelques-uns de leurs enseignements, on s'intéressera aux débats qu'ils suscitent et aux perspectives de recherche.

Philippe HAMON – *La Bretagne et les guerres de Religion : de l'effacement au renouveau (1920-2020)*

L'historiographie de la période des guerres de Religion, en Bretagne, est marquée par une polarisation très ancienne sur le temps de la Ligue, seule période pendant laquelle la province est très activement impliquée dans la guerre civile. Au cours du dernier siècle, les travaux ont connu d'abord une nette régression, après les grandes heures des années 1850-1914, avant que ne s'amorce progressivement un renouveau, qui est devenu spectaculaire à partir des années 1980.

Le reste de la période est logiquement resté plus dans l'ombre. Cependant certains dossiers ont été renouvelés, par exemple l'étude de l'« échec » protestant en Bretagne et celle des rapports entre la province et une monarchie profondément perturbée par les guerres civiles et qui oscille entre demandes urgentes (financières en particulier) et velléités de réformes en profondeur. Plusieurs travaux laissent penser que la territorialisation bretonne, institutionnelle et socio-politique, sort finalement renforcée de ces épreuves.

D'autre part, avec la diffusion du concept d'« Âge d'or » breton pour les années 1530-1670, s'est posée la question de la place et des effets de ce temps de crise au sein de ce cycle, depuis les fondements économiques jusqu'aux ancrages religieux. Il s'agit de prendre la mesure des dégâts, et parfois de les relativiser mais aussi de faire apparaître, y compris de façon contre-intuitive, des opportunités liées à la crise même.

Enfin, l'étude de cette dernière montre ce que le dossier breton peut apporter à des débats historiographiques très actuels sur la période, et au-delà. Cela vaut pour la place du religieux dans les « guerres de Religion » mais aussi pour la réflexion sur le rôle de l'événement en lien avec les formes prises par la politisation des acteurs, ou encore pour l'essor de la « police » et de l'encadrement social.

Olivier CHALINE et Pierrick POURCHASSE – *La Bretagne, de l'« âge d'or » à la frontière maritime d'État*

Aux XVI^e et XVII^e siècles, la navigation commerciale bretonne ne profite pas pleinement de « l'âge d'or » de la province en raison d'un nationalisme économique croissant et de la concurrence de la flotte des Provinces-Unies. Cependant, les activités maritimes se maintiennent et nombre d'entre elles prennent une nouvelle dimension au XVIII^e siècle avec le développement des grands ports tournés vers l'outre-mer, le dynamisme du cabotage et les nouvelles opportunités offertes par les progrès techniques à l'exemple la pêche sardinière. Depuis les travaux novateurs d'André Lespagnol sur Saint-Malo, les recherches universitaires ont posé un nouveau regard sur les multiples activités des petits ports ainsi que sur la complexité des sociétés littorales.

La frontière maritime n'est pas en Bretagne une nouveauté de l'État royal des Bourbons. C'est une réalité dès la période ducale : en 1512, le naufrage de la *Cordelière* en témoigne. Mais les descentes se font désormais moins vers l'Angleterre et le Pays de Galles que vers le continent, breton ou non. Fortifier le littoral est une constante, tout comme mobiliser les hommes en cas d'incursion sur la côte. Ce qui change, c'est l'affirmation loin de Paris et de Versailles au cours du XVII^e siècle de la puissance militaire française face à l'Angleterre et aux Provinces-Unies. Une nouvelle géographie militaire se dessine avec la construction d'une marine de guerre d'État : elle est faite d'arsenaux, de fortifications et de circonscriptions des classes. Le roi saisit les hommes et les ressources, apporte aussi l'emploi et les marchés, encourage la course. Mais c'est devant les côtes bretonnes qu'ont lieu blocus et combats.

Gauthier AUBERT – *Les pouvoirs en Bretagne de la révolte du papier timbré à la journée des Bricoles. Cent ans d’absolutisme en Bretagne : essai de bilan historiographique (1920-2020)*

Quelle a été l’évolution du regard des historiens sur « l’absolutisme » en Bretagne depuis un siècle ? Telle est la question à laquelle cette communication essaiera de répondre, en partant de la synthèse de Barthélemy Pocquet publiée à la veille de la Grande Guerre, puis en proposant une relecture des grandes thèses qui l’ont suivi (Armand Rébillon sur les « États », Henri Fréville sur l’intendance), et en envisageant l’apport d’une « histoire sociale du politique » qui se déploie dans le sillage de la thèse de Jean Meyer sur fond d’ouverture des analyses aux autres provinces françaises.

Philippe JARNOUX – *Un « âge d’or » ? Regards historiographiques sur la société bretonne, XVI^e-XVIII^e siècles*

Cette intervention vise à comprendre les conditions d’élaboration et de développement d’une notion aujourd’hui largement reprise dans l’historiographie bretonne, celle d’« âge d’or » appliqué aux XVI^e et XVII^e siècles bretons. À rebours d’une historiographie française qui a plutôt tendance à privilégier le temps des Lumières et le XVIII^e siècle pour caractériser des années de croissance et de vie moins dramatique pour les populations ; à l’encontre également d’une autre vision de l’histoire bretonne qui qualifie d’âge d’or, pour des raisons politiques, le temps de l’État ducal de la fin du Moyen Âge, l’historiographie moderne, à la suite de Jean Tanguy puis d’Alain Croix, a mis en avant cette période de la première modernité pour en faire l’incarnation d’une époque plus prospère et moins sombre dans l’histoire de la Bretagne et de ses habitants.

Il s’agira ici de retracer les étapes qui mènent à cette mise en forme de l’historiographie récente, d’en décrire la réussite et l’adoption assez large mais aussi d’interroger les évolutions de la pensée et des analyses historiques en la matière depuis la fin du XIX^e siècle.

Jeudi 4 novembre – matin

Solenn MABO – *La Révolution en Bretagne trente ans après le Bicentenaire : une question toujours vivante ?*

La Révolution française, une histoire toujours vivante : sous ce titre, en 2010, un ouvrage collectif soulignait le dynamisme des études révolutionnaires et dégageait les avancées scientifiques engagées depuis le Bicentenaire. Pour apprécier la singularité de l’événement et son onde de choc, la Révolution française est de plus en plus auscultée dans les perspectives d’une histoire relationnelle et comparée, prenant en compte des circulations d’idées, d’acteurs et de pratiques entre France, Europe, Amériques, espaces coloniaux et au-delà. Son histoire s’accomplit moins qu’avant dans un cadre local ou régional et cela est d’autant plus frappant que les recherches s’étaient multipliées à ces niveaux à la faveur du Bicentenaire. En Bretagne, comme ailleurs, expositions, colloques et publications avaient alors enrichi l’histoire de la Révolution à l’échelle communale, départementale ou de la région. Depuis, à l’heure où la Société d’histoire et d’archéologie de Bretagne fête son centenaire (plus une année), la dynamique est retombée et l’historiographie de la Révolution française en Bretagne, sans être non plus désertée, peut sembler arrêtée ou pour le moins ralentie. Trente ans après le Bicentenaire, cette question est-elle toujours vivante ? Nous explorerons les chemins suivis depuis, pour réfléchir à ce mouvement d’infléchissement et dégager quels déplacements ont pu s’opérer sur le plan des questions, des objets et des méthodes. Une attention particulière sera accordée aux renouvellements issus des problématiques de genre pour voir comment ils peuvent éclairer autrement la position de la Bretagne dans la Révolution – position dont la singularité pose encore question.

Florent LENÈGRE – *Retour sur le centenaire de la Grande Guerre en Bretagne*

Lorsque s’ouvre en 2014 le cycle mémoriel consacré au centenaire de la Grande Guerre, porté par une communication au niveau national, la Bretagne, comme le reste de la France, voit se développer très rapidement une programmation riche et multiforme. Le public est au rendez-vous et se sent particulièrement concerné par l’événement auquel il participe pleinement, comme l’atteste entre autres le succès de la grande collecte. Cet enthousiasme initial retombe ensuite quelque peu même si les initiatives se poursuivent jusqu’à la clôture du cycle en 2018.

Trois ans plus tard, il est important de revenir sur cette séquence pour tenter de mieux cerner ses apports et particularités dans sa déclinaison bretonne. Plus que de dresser une liste des événements organisés, presque impossible à établir et finalement de peu d’intérêt, il semble plus approprié de se

pencher sur le renouvellement des sources mises à disposition, sur la typologie et le caractère innovant des actions culturelles et éducatives proposées et sur les apports des travaux et études historiques menés. De ce tableau, nous espérons pouvoir extraire quelques éléments, au moment où l'ensemble des témoins directs du conflit ont disparu, sur la place qu'occupe ce centenaire dans le cortège commémoratif inauguré dès l'immédiat après-guerre.

Christian BOUGEARD – *La construction de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne*

Dès la fin du conflit, un travail historique s'engage pour mieux cerner cette période des Années noires, de la défaite, de l'Occupation et de la Libération (1939-1945). Dans un premier temps, des acteurs, surtout des résistants, publient des ouvrages de souvenirs mais immédiatement, au niveau national, la collecte de témoignages et de documents est organisée sous l'égide de ce qui deviendra le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CHDGM) dirigé par l'historien Henri Michel. Des correspondants départementaux habilités obtiennent des autorisations spéciales d'accès aux archives publiques afin de participer aux enquêtes du Comité. Ces correspondants sont particulièrement actifs en Bretagne : ils publient les premières histoires départementales ou thématiques dans les années 1970-1980 (Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord) à partir des enquêtes du Comité sur la répression, la déportation, la collaboration et les partis collaborationnistes, la Résistance (cartes de l'action) et l'épuration.

Dans les années 1970-1980, une nouvelle génération d'historiennes et d'historiens de formation universitaire (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord/Côtes-d'Armor) prend le relais au sein du CHDGM puis de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP-CNRS) engageant des thèses sur l'histoire de la Résistance et au-delà sur l'ensemble des aspects d'une société en guerre et occupée, inscrivant cette histoire dans le temps plus long de l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1950. De nombreux champs sont étudiés : pillage économique allemand et entreprises, prélèvements de main-d'œuvre et service du travail obligatoire (STO), ravitaillement et pénuries, vie quotidienne et répression, élites et notables sous l'Occupation, rapports des Bretons à Vichy et à sa Révolution nationale, formes et processus des résistances intérieure et extérieure, violences de guerre, enjeux de pouvoir et processus de la libération, histoire des poches de Lorient et de Saint-Nazaire... Les commémorations décennales de la Libération stimulent travaux et expositions. La recherche a évolué vers l'histoire des représentations tandis qu'une histoire scientifique de la Résistance était élaborée dans les années 1990 lors de six colloques internationaux. Cette connaissance scientifique de la guerre en Bretagne s'appuie aussi sur des mémoires d'étudiants des universités de Rennes 2 et de Brest, des monographies cantonales ou de villes notamment, et des thèses qui ont varié les échelles, les problématiques et les niveaux d'analyse. À côté, de multiples ouvrages, souvent intitulés *Histoire de la Résistance* ou *de la collaboration en Bretagne* mais portant en réalité sur des territoires très limités, sont publiés par des amateurs d'histoire ; toute une littérature mémorielle ou recopiant des documents d'archives occupe le terrain éditorial. De même, la « question bretonne », du Parti national breton (PNB) au *Bezen Perrot*, a nourri de nombreuses polémiques alors qu'une historiographie scientifique a remis en contexte le collaborationnisme breton. Depuis une quarantaine d'années, dans ses congrès, la SHAB a donné la parole aux chercheurs et des comptes rendus bibliographiques ont fait connaître leurs travaux. Dans tous les domaines de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, la Bretagne est fort bien représentée.

Yvon TRANVOUEZ – *1985-2020 : quoi de neuf en histoire religieuse contemporaine de la Bretagne ?*

Dans le tome LXIII (1986) des *MSHAB*, Marcel Launay a examiné l'histoire religieuse de la Bretagne à l'époque contemporaine à travers un bilan historiographique des deux décennies qui venaient de s'écouler. L'idée, imprudente sans doute, est venue de prolonger cet examen jusqu'à nos jours, sans pour autant lui donner le même côté systématique de bulletin bibliographique puisque la recherche de l'information est désormais grandement facilitée par les outils numériques. Aussi, tout en signalant les publications les plus significatives depuis trente-six ans, on essaiera de réfléchir à l'évolution de la discipline, marquée à la fois par la mutation de ses acteurs et de ses lieux de production (universitaires ou autres), par l'inflexion de ses objets, par le renouvellement de ses méthodes et le brouillage de ses frontières, et enfin par les interrogations latentes sur la pertinence de sa dimension régionale.

Isabelle GUÉGAN et Brice RABOT – *L’histoire rurale de la Bretagne depuis un siècle*

L’histoire des campagnes bretonnes du Moyen Âge à la Révolution française fait l’objet de plusieurs paradoxes. Le premier, que les historiens n’ont pas manqué de souligner, tient à la difficulté d’appréhension des sources. Regroupant la très grande majorité des habitants à travers les siècles, les campagnes bretonnes restent malgré tout difficiles à étudier faute de sources explicites. Les archives posent en effet de nombreuses questions auxquelles il n’est pas toujours possible de répondre. Pour autant, et c’est là un deuxième paradoxe à souligner, les campagnes bretonnes ont régulièrement été replacées au centre des attentions historiques. D’Henri Sée, avec l’étude des classes rurales, à Jean Gallet, avec l’étude des rapports entre seigneurs et paysans du XV^e siècle au XVIII^e siècle, en passant par Jean-Pierre Leguay et Hervé Martin, avec l’étude de la Bretagne au tournant des XIII^e-XV^e siècles, des pistes ont été esquissées pour jeter des regards plus approfondis sur les ruraux. Depuis le début des années 2000, l’histoire rurale bretonne a connu de profondes réorientations, croisant les approches et les concepts empruntés aux autres sciences humaines. L’anthropologie historique, la géographie, l’archéologie, la sociologie ou encore le droit ont ouvert d’autres perspectives dont se sont saisis les chercheurs pour tenter de comprendre l’essence des campagnes bretonnes à travers les siècles. Mais, malgré ces efforts, les campagnes bretonnes n’ont pas fait l’objet d’une monographie régionale qui leur soit entièrement consacrée, contrairement aux régions voisines (comme l’Anjou à la fin du Moyen Âge).

Le congrès du centenaire de la SHAB offre une occasion unique de se pencher sur ces thématiques. Notre objectif n’est nullement de pallier les lacunes historiographiques. Il s’agira, plus modestement, de mettre en exergue quelques pistes de recherche qui ont récemment démontré la richesse et l’intérêt de l’histoire rurale. Ce faisant, nous établirons quelques éléments issus des investigations les plus récentes pour prouver, s’il en était besoin, que l’histoire rurale bretonne est non seulement riche en perspectives, mais aussi parfaitement adéquate pour interroger de larges pans de l’histoire bretonne, au croisement des grands champs historiques et des autres sciences humaines. Le rapport à la terre avec les relations sociales induites, l’insertion dans les circuits d’échanges (matériels ou immatériels) pour organiser les structures rurales, le droit foncier avec les rapports de force, les stratégies et les accommodements des uns et des autres pour tirer au mieux profit des potentialités agraires sont autant de points sur lesquels nous reviendrons.

Jeudi 4 novembre – après-midi

Michael JONES et Gwyn MEIRION-JONES – *Deux chercheurs gallois sur le terrain breton. Un demi-siècle d’aventures*

Pendant plus de cinquante ans, deux universitaires britanniques – gallois – ont consacré l’essentiel de leurs recherches à la Bretagne. Gwyn Meirion-Jones, archéologue du bâti, a étudié l’habitat breton, tant vernaculaire que seigneurial. Michael Jones, historien, qui a rencontré pour la première fois enfant la Bretagne, son peuple, son histoire et sa culture avant d’en entamer une étude plus sérieuse en devenant étudiant à Oxford et d’y consacrer sa thèse à Jean IV dont il est devenu le meilleur spécialiste. Il a ensuite étendu ses recherches sur tous les ducs, les institutions et l’administration du duché médiéval du XII^e siècle jusqu’à la duchesse-reine Anne, le point central de la quête de toute une vie de recherche. Tous deux reviennent ici sur ces années, riches en expériences intellectuelles et humaines.

Daniel LE COUÉDIC – *Un siècle d’urbanisme à la mode de Bretagne*

L’urbanisme – néologisme forgé en 1910 – a connu sa première traduction législative en 1919 où les villes de plus de 10 000 habitants, celles à caractère pittoresque ou en rapide croissance et certaines stations balnéaires durent se doter de plans d’aménagement, d’embellissement et d’extension. En dépit du peu de dynamisme que l’on prêtait à ses villes et de la désapprobation que suscitaient souvent les créations littorales, la Bretagne en connut d’intéressants, parfois engendrés dans la controverse. Surtout, les dramatiques destructions qui l’affligèrent durant la Seconde Guerre mondiale confèrent vite à ces documents, souvent encore en gestation, une actualité aussi considérable qu’inattendue. Ils furent cependant inégalement pris en compte par les urbanistes reconstructeurs, désignés par l’État quand leurs prédécesseurs, issus fréquemment de leurs services, l’avaient été par les collectivités

locales. Depuis, chaque évolution législative ou réglementaire, chaque encouragement à l'expérimentation de nouvelles formules, a trouvé en Bretagne un écho et parfois des traductions spéciales. En s'appuyant sur quelques exemples mettant particulièrement en lumière des intentions originales, mais aussi des obstacles à leur réalisation, la communication montrera comment, depuis un siècle, elle a été un laboratoire de l'urbanisme, qui a progressivement placé les documents communaux (plans d'urbanisme directeurs, plans d'occupation des sols, plans locaux d'urbanisme) sous la coupe de schémas élargis, à l'instar des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, des schémas de cohérence territoriale et, plus récemment, des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire. En outre, d'abord essentiellement corrélé à la planification, le mot a élargi son acception pour couvrir des pratiques immédiatement opérationnelles, ce dont ont témoigné notamment les zones à urbaniser par priorité et les zones d'aménagement concerté. Plus récemment, l'urbanisme s'est parfois replié sur des domaines thématiques et, pour cela, s'est doté de procédures *ad hoc*, comme les schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager : la Bretagne a su en tirer profit.

Jacqueline SAINCLIVIER – *Les femmes au prisme des sociétés historiques de Bretagne*

Si, aujourd'hui, l'étude des femmes et du genre s'est largement développée en histoire, elle ne faisait pas partie des préoccupations du monde cultivé du XIX^e siècle ni de celles des sociétés savantes ; les femmes étaient invisibles. Elles apparaissent si elles sont de naissance aristocratique ou royale, ou comme « femmes/veuves de » ou encore sur le mode anecdotique mais quasiment jamais en tant qu'individu autonome. L'historien ou l'historienne d'aujourd'hui doit parfois « chercher la femme », ce qui rejoint l'interrogation du colloque qui s'est tenu en 1984 à l'initiative de Michelle Perrot sous le titre : « Une histoire des femmes est-elle possible ? » ; sous l'apparente provocation, c'était une incitation à aborder d'un œil neuf l'étude des sociétés. Tournant dans la recherche historique, ce colloque a encouragé les études sur ce thème qui se sont multipliées chez les universitaires mais qu'en est-il dans les sociétés historiques de Bretagne ?

Les statuts de ces sociétés ne renseignent que partiellement sur la place des femmes mais il est possible de mieux connaître celle-ci à travers les sujets traités dans les articles des revues de ces sociétés, en examinant les signataires des articles et la proportion d'adhérentes lorsque cela est possible.

Sans surprise, les sociétés savantes d'archéologie et d'histoire de Bretagne fondées pour la plupart au XIX^e siècle reflètent au fil des décennies la société de leur époque avec des nuances d'un département à l'autre ; mais elles ont presque toujours un temps de retard. On peut distinguer trois grandes phases : de la fondation à l'entre-deux-guerres, des années 1940 aux années 1970 et de celles-ci à nos jours. On note une première vague d'adhésions de femmes à partir de l'entre-deux-guerres et une accélération à partir de la fin du XX^e siècle. Les autrices, en revanche, restent très rares jusqu'à la fin de ce même XX^e siècle. Une évolution qui reflète certes les transformations sociales mais aussi un « plafond de verre » non-dit dans le milieu de la recherche.

Sébastien CARNEY – *Les histoires de Bretagne des nationalistes bretons depuis un siècle*

En 1918 est créé le Groupe régionaliste breton, qui se donne pour objectif de « travailler activement au relèvement de la Patrie Bretonne », tâche inlassablement revendiquée par l'*Unvaniez Yaouankiz Vreiz* (Union de la jeunesse de Bretagne, 1919), le Parti autonomiste breton (1927), le Parti national breton (1931), le Mouvement pour l'organisation de la Bretagne (1957), l'Union démocratique bretonne (1964) et d'autres structures encore. Dans ce cadre, l'histoire de la Bretagne est un enjeu d'importance, qui permet de construire la nation et son identité. De fait, attachés à conscientiser des Bretons francisés, plusieurs auteurs se sont attachés à produire un récit édifiant, que des militants se sont chargés de répandre. Quels furent leur discours et leur pédagogie ? Quelle histoire de la Bretagne ont-ils racontée, comment et pourquoi ?

Vendredi 5 novembre – matin

Philippe GUIGON – *Le “A” de SHAB : “archéologie” ou “amnésie” ?*

Dès ses débuts, l'archéologie fut un objet revendiqué de la SHAB. La lettre « A » de son titre aurait pu désigner des termes à cette époque encore en usage en 1920, ainsi l'adjectif « académique » ou le substantif « antiquaire ». Mais, comme plusieurs sociétés départementales portaient dans leur dénomination le mot « archéologique », celui-ci s'imposa à nos pères fondateurs.

En un siècle d'existence, quelle part revient à l'archéologie dans les *Bulletins* et *Mémoires* de la SHAB ? Grâce aux Tables de Jacques Charpy et Alain Gallicé, il est aisé d'isoler les articles et comptes rendus consacrés à cette discipline. Sur 1 280 communications (589 auteurs), le corpus retenu de celles spécifiquement archéologiques, ne portant que sur la Bretagne historique à de très rares exceptions près, apparaît mince, avec 98 textes (72 auteurs). La classification de ces textes par périodes chronologiques étudiées s'opère comme suit : Préhistoire 41, Protohistoire 7, Antiquité 12, Moyen Âge 20. 8, transversales, ne s'attachent pas à une période spécifique, 5 autres s'intéressent à l'historiographie de la discipline et 5 aux institutions encadrant sa pratique. Ce qui saute immédiatement aux yeux est l'importance de la Préhistoire bien que le nombre de pages consacrées à cette période apparaisse faible et que ces communications (de Louis Marsille et surtout Pierre-Roland Giot) soient presque toutes antérieures à 1975. Il faut insister sur le rôle oublié des *Bulletins*, de 1920 à 1974, dont la « Chronique » entendait signaler « les fouilles, les découvertes, et tous les faits pouvant intéresser la préhistoire et l'archéologie bretonnes ».

Les *Mémoires* ne pouvaient remplir ce rôle d'information de l'actualité, étant destinés à publier de plus longues communications portant sur les domaines à l'ordre du jour des congrès annuels. Peu nombreuses et de longueurs variables, 11 de 1925 à 1964, puis après une interruption de douze ans, 37 de 1976 à 2019, elles sont signées d'universitaires et de responsables d'institutions en charge de l'archéologie (Jean-Baptiste Colbert de Beaulieu, Pierre Merlat, Louis Pape). Fait notable, la Préhistoire est quasi oubliée, alors qu'apparaissent la Protohistoire et l'Antiquité (Patrick Galliou, René Sanquer) puis le Moyen Âge (Hubert Guillotel, Patrick Kernevez), enfin des études historiographiques (Gautier Aubert) et quelques communications transversales.

Enfin, l'archéologie est mentionnée dans les recensions d'ouvrage (50 sur un total de 945), à partir de 1952 puis avec un accroissement très net dans les décennies 2000 (15) et 2010 (20). Inévitablement, une forte endogamie règne chez les recenseurs, en raison du faible nombre de spécialistes.

Bilan mitigé pour ce qui concerne l'étude de l'archéologie au sein de la SHAB, sans que l'on puisse tout de même parler d'amnésie ! Ne peut guère être incriminée la concurrence des sociétés de son collège, même si la Société polymathique du Morbihan et la Société archéologique du Finistère jouent leur partie. Des publications universitaires attirent d'avantage les archéologues, de 1952 à 1973 les *Annales de Bretagne*, depuis 1984 la *Revue archéologique de l'Ouest*, cette dernière sur une aire géographique dépassant celle de la Bretagne. À nous, et à nos successeurs de faire mieux pour le siècle prochain, en conservant tout de même notre « A », ne serait-ce que pour des raisons d'euphonie...

Yann CELTON – *Les prêtres érudits en Bretagne au XX^e siècle*

La figure du prêtre érudit est bien connue au XIX^e siècle. Ils se retrouvent dans toutes les sociétés savantes naissantes et incarnent volontiers l'image du savant dans les sociétés d'antiquaires du temps. Ils publient de nombreux articles historiques ou archéologiques. Au XX^e siècle leur image se floute progressivement : s'ils semblent poursuivre la filière des travaux entreprise par les pionniers du siècle précédent, ils semblent être moins visibles dans la deuxième moitié du siècle, surtout après les années 1970. L'histoire se rapproche aussi de l'historien : au XIX^e siècle, elle ne dépasse pas l'Ancien Régime et finit par aborder la Révolution ; au XX^e siècle, elle se politise d'avantage et s'autorise à évoquer un passé récent. Leurs travaux demeurent souvent, en histoire religieuse, fondateurs. Autour de la figure du prêtre historien ou historien de l'art, et à travers plusieurs figures, nous tenterons de cerner quelle fut leur formation initiale au séminaire, quels cours, quels professeurs, quelles initiatives transmettent la passion du métier d'historien, jusqu'où les études sont poussées (très peu d'ecclésiastiques ont un doctorat, toutes matières confondues), quels fonds d'archives ont été jugés utiles d'être conservés. La bibliothèque au presbytère, dans la mesure où nous conservons quelques traces, constitue aussi un élément éclairant. Une première catégorie d'érudits se distingue alors, celle des historiens

« professionnels », dont le temps est aménagé pour leur réserver une large part à l'étude. Ce sont des archivistes, des bibliothécaires, des aumôniers, des journalistes ou des professeurs : ils sont de véritables chercheurs, leurs parcours s'inscrivent dans un profil universitaire. Leurs travaux jouent un rôle déterminant dans la connaissance de l'histoire religieuse de la Bretagne au XX^e siècle. Plus diffus, le groupe des historiens « amateurs » : avec l'habitude de rédiger pour le sermon dominical (et de bien rédiger car leur formation classique est souvent très bonne), ce sont ces prêtres responsables de paroisses, curés ou vicaires, qui s'investissent dans un premier temps dans le bulletin paroissial, dans le livre historique de la paroisse s'il existe. Ils sont souvent actifs dans les sociétés savantes, et souvent peuvent concrétiser leurs recherches dans des articles ou des monographies paroissiales qui bien souvent font toujours référence aujourd'hui.

Thierry HAMON – *Un siècle d'histoire du droit et des institutions en Bretagne*

1. La structuration universitaire de la recherche en histoire du droit et des institutions bretonnes, au travers de l'enseignement de l'histoire du droit à la faculté de droit de Rennes : deux personnages centraux dominent cette période : les professeurs Durtelle de Saint-Sauveur (dont Marie-Yvonne Crépin a retracé la carrière dans un article des *Mémoires* de la SHAB) et Bréjon de Lavergnée. Toutefois, cette communication me permettra également d'évoquer l'œuvre de Marie-Yvonne Crépin et de rendre aussi un discret hommage aux recherches de Christiane Plessix-Buisset, car elles ont toutes deux assumé à titre principal l'héritage intellectuel des historiens du droit breton. Sera également abordée la création du DES, puis du DEA d'histoire du droit, qui contribuèrent puissamment à dynamiser la recherche en histoire du droit breton, par la rédaction des mémoires qu'ils ont suscités.

2. Les grandes lignes des thématiques de la recherche en histoire des institutions et du droit breton. Quelques aspects particuliers seront développés.

Christophe MARION – *Le CTHS et les sociétés historiques*

Le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) a été créé en 1834 sous l'impulsion du ministre de l'Instruction publique François Guizot : il avait pour ambition de coordonner le travail de recherche et de publication de documents inédits capables d'éclairer l'histoire de la nation sous un jour nouveau, en lien avec les sociétés savantes. Le CTHS reste aujourd'hui fidèle à ses missions : même si sa politique éditoriale est devenue plus riche et diversifiée, il continue de publier des sources. Par ailleurs, il réunit chaque année les sociétés savantes francophones à l'occasion de journées d'étude ou du congrès national des sociétés historiques et scientifiques.

Surtout, la dimension participative du CTHS, présente dès sa création, rencontre un écho particulier en ce début du XXI^e siècle. En effet, beaucoup d'institutions cherchent aujourd'hui à nouer de nouveaux rapports avec les citoyens en proposant des projets de science participative (Muséum national d'histoire naturelle, École nationale des chartes, École pratique des hautes études, Archives nationales et départementales, etc.). Or, le CTHS, à la tête d'un réseau de plus de 3 500 sociétés savantes rassemblant 700 000 érudits locaux, entend bien devenir un acteur incontournable de ce mouvement (en proposant des programmes comme « La France savante », journées d'étude ou en accompagnant directement des projets). Il entend ainsi renouer avec une histoire vieille de presque deux siècles.

Vendredi 5 novembre – après-midi

Cyprien HENRY – *Les sociétés historiques et l'édition des sources en Bretagne au XX^e siècle*

S'il est bien connu que le rôle des sociétés savantes a été particulièrement déterminant dans l'édition des sources en Bretagne à partir des années 1850, ce volant de leur activité semble décliner voire disparaître passées les années 1910 et les dernières grandes entreprises d'une génération fauchée par la Grande Guerre. Ce n'est que dans les années 2010 que des initiatives de grande ampleur sont à nouveau lancées sous l'égide de la SHAB avec la collection des « Sources médiévales de l'histoire de Bretagne ». Désaffection, renoncement, ou repositionnement ? De la diversification des pratiques aux grands projets cent fois ajournés, il s'agira, à travers l'analyse d'une production plus discrète, mais bien existante, de caractériser pour mieux la comprendre l'évolution de cette activité initialement

structurante de l'activité des sociétés savantes sur la période couvrant les cent ans d'existence de la SHAB.

Manon SIX – *L'histoire de Bretagne au Musée de Bretagne*

Avec l'ambition initiale de retracer l'histoire de la Bretagne des origines à nos jours, le Musée de Bretagne s'inscrit aujourd'hui dans le temps long, marqué par la structuration linéaire de son parcours permanent, inauguré en 2006. Au sein de cette progression, le propos des collections vise néanmoins autant la langue, les pensées ou l'organisation sociale et politique, que les productions matérielles d'origine artisanale ou d'origine industrielle. Les concepteurs de cette présentation, datant déjà de quinze ans, se sont attachés à « présenter la singularité de la Bretagne dans ses dimensions universelles ». Cette démarche s'inscrit dans les réflexions qui ont été menées ces dernières décennies sur l'identité bretonne : c'est lorsque la Bretagne s'ouvre au monde qu'elle connaît ses périodes de prospérité et qu'elle développe des expressions culturelles originales. Aussi l'exposition permanente actuelle s'attache-t-elle à mettre en évidence cette alternance de périodes d'ouverture et de repli. Si l'histoire et l'anthropologie constituent ses champs disciplinaires fondamentaux, le Musée dans sa présentation actuelle s'est efforcé de rejeter toute forme d'« ethnostalgie » : il exerce, de nos jours, son activité en tant que musée de société, entendant ainsi accompagner certaines transformations sociales, urbanistiques, techniques ou culturelles contemporaines. Loin des écueils du régionalisme ou du repli identitaire, le Musée considère aujourd'hui l'identité bretonne comme une construction sociale et culturelle plus que comme une donnée innée, héritée d'un temps immémorial. Néanmoins, cette évolution a été progressive. Musée héritier du grand musée de synthèse régional souhaité par Georges-Henri Rivière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il compose nécessairement avec son histoire et la constitution de ses collections. Si entre 1960 et 1975, six salles sont successivement ouvertes, ayant vocation à présenter pour la première fois de façon chronologique l'histoire de la Bretagne de la Préhistoire à nos jours, dès 1978, la tenue d'une exposition, intitulée « Le Musée de Bretagne, pour quoi faire? », traduit ce sentiment d'adaptation nécessaire de l'institution, au cours de ses évolutions. Aujourd'hui, au seuil d'une nouvelle étape importante consacrée à la refonte de son récit, analyser la manière de présenter muséographiquement l'histoire de la Bretagne revêt une actualité et une signification toutes particulières.